



Observatoire
samusocialParis

LES PERSONNES BENEFICIAIRES DES PETITS DEJEUNERS SOLIDAIRES

Leurs profils, leurs besoins et leur utilisation
du dispositif géré par La Chorba et la
Fondation de l'Armée du Salut



Table des matières

RESUME EXECUTIF	3
INTRODUCTION	5
Contexte de l'enquête	5
Méthodologie de l'enquête.....	6
Biais de l'enquête	7
PROFIL DES PERSONNES RENCONTREES	7
Profils sociodémographiques : une surreprésentation d'hommes isolés, installés en France depuis plusieurs années	7
Profils socio-économiques : une absence de revenus induisant des vulnérabilités économiques .	8
Des conditions d'hébergement particulièrement précaires	8
UTILISATION DU DISPOSITIF	10
Un nouveau public se rendant à l'aide alimentaire, impacté par la crise sanitaire	10
Un renouvellement important des publics fréquentant les Petits déjeuners solidaires d'une année à l'autre	11
Une forte adhésion au dispositif de distribution itinérante, mettant en lumière un véritable besoin d'accès à une aide alimentaire	12
APPRECIATION DES DIFFERENTS VOLETS DU DISPOSITIF PAR LES PARTIES PRENANTES DU PROJET	13
Une aide alimentaire largement appréciée par les personnes rencontrées	13
Un engouement prononcé pour la chaleur, le cadre et la convivialité du dispositif	13
L'offre culturelle proposée : un enthousiasme partagé, toutefois heurté par l'isolement des personnes rencontrées	14
L'orientation sociale : des résultats limités par la temporalité du projet et de l'accompagnement proposé	17
L'organisation logistique : un enjeu du déploiement itinérant	18
LES PRATIQUES ALIMENTAIRES DES PERSONNES RENCONTREES	19
Des stratégies de réponse aux besoins alimentaires dépendantes de l'aide disponible.....	19
L'alimentation des personnes rencontrées : une précarité multiforme source d'insécurité alimentaire.....	21
CONCLUSION	25
RECOMMANDATIONS	26

RESUME EXECUTIF

Les personnes se rendant sur le dispositif des Petits déjeuners solidaires s'estiment pour la quasi-totalité satisfaites, voire très satisfaites, de l'aide alimentaire à laquelle ces distributions leur donnent accès. L'offre alimentaire des Petits déjeuners solidaires est unique dans le paysage parisien, de par son originalité et ses propositions qualitativement et quantitativement riches, à la fois sur les distributions de petit déjeuners mais aussi sur les lunchboxes, qui leur permettent d'avoir accès à un déjeuner sans devoir se rendre sur un autre dispositif.

Cette aide alimentaire est essentielle pour les personnes qui se rendent sur le dispositif, qui sont particulièrement dépendantes des associations pour répondre à leurs besoins alimentaires. Une partie non négligeable de ces publics est en situation de faim modérée, voire sévère, conjugué à des prises alimentaires insuffisantes, caractéristiques de situations d'insécurité alimentaire. Pour une partie de ces personnes, la fermeture du dispositif à la fin de l'hiver est synonyme d'une privation de repas sur les temps du midi et / ou du petit déjeuner, et donc d'une aggravation de leur situation d'ores et déjà préoccupante.

Au-delà de l'aide alimentaire apportée, c'est le cadre et l'atmosphère bienveillante des distributions, ainsi que l'offre culturelle et sociale proposée sur place qui rendent le dispositif des Petits déjeuners solidaires largement apprécié par les personnes. L'intérêt relevé des personnes pour les lieux culturels qu'elles ont fréquenté, généralement inaccessibles et / ou non utilisés par les plus marginalisées, argue de l'importance attachée à l'environnement des distributions alimentaires où elles se rendent pour se nourrir. Quant aux activités culturelles, si elles n'ont touché que la moitié des personnes rencontrées, elles ont convaincu une large majorité, et beaucoup souhaiteraient la généralisation des propositions culturelles dans l'ensemble des lieux de distribution alimentaire. Enfin, le volet orientation sociale, n'a pas pu toucher et venir en aide à toutes les personnes escomptées, dû à un sous-dimensionnement des équipes formées et mobilisées en ce sens sur le dispositif. Toutefois, les orientations réalisées ont ciblé les personnes les plus vulnérables et marginalisées en termes d'accès aux droits, et se sont résolues pour la plupart par des améliorations de situation, arguant ainsi de l'importance de ce volet sur le dispositif, complémentaire à l'aide alimentaire apportée.

Les Petits déjeuners solidaires représentent donc une aide essentielle et unique, permettant de juguler les effets de la précarité sur la sécurité alimentaire, l'isolement et l'accès aux droits des plus vulnérables, et dont la pérennisation pourrait durablement améliorer les conditions de vie des personnes qui les fréquentent. En ce sens, émergent les recommandations principales suivantes pour tout d'abord **entamer une réflexion sur la stratégie de déploiement globale du dispositif** : (i) penser l'inscription du dispositif sur le temps long, avec un dimensionnement RH et logistique adapté en conséquence, (ii) démarcher des lieux culturels en vue d'une ouverture le dimanche, et (iii) réfléchir dans un second temps à l'élargissement de la couverture géographique du dispositif et son intégration dans le système d'aide alimentaire sur le territoire parisien.

Ensuite, afin **d'améliorer l'anticipation et la préparation du déploiement du dispositif**, ce rapport émet les préconisations suivantes, autour de : (i) l'engagement des acteurs associatifs associés au projet – notamment les travailleur-ses sociaux-ales en mission « hors les murs » et des maraudes d'orientations avant l'ouverture du dispositif –, (ii) l'organisation logistique en concertation avec les lieux culturels impliqués et la définition d'un plan de gestion des stocks et des déchets, et (iii) la préparation du désengagement progressif du dispositif hivernal via le référencement formel des personnes vers des dispositifs adaptés – si le dispositif n'est pas pérennisé.

Un troisième axe de recommandations s'articule autour de l'**amélioration de l'offre proposée**, sur les volets : (i) alimentaire, avec une diversification toujours plus poussée de l'offre proposée, (ii) culturel, en encourageant une plus grande participation des personnes à la définition et aux activités proposées dans une démarche inclusive, et (iii) social, via la généralisation de la collecte de données permettant de mieux identifier les vulnérabilités des personnes et la formation des bénévoles.

Enfin, l'objectif d'un **partage des bonnes pratiques liée au dispositif** se dégage, sur les différentes collaborations mises en place, l'organisation du déploiement bénévole, le suivi et la fréquentation des bénéficiaires afin de capitaliser et de communiquer sur les leçons apprises auprès des acteurs engagés dans les réflexions liées à l'amélioration de l'accès à l'alimentation et aux droits.

INTRODUCTION

Contexte de l'enquête

Historiquement présentes à travers différents dispositifs de distributions alimentaires franciliens, La Chorba et la Fondation de l'Armée du Salut (FADS) lançaient le 25 janvier 2021 le dispositif hivernal des Petits déjeuners solidaires, né d'un partenariat entre ces associations, la Ville de Paris, et le lieu culturel de la Gaîté Lyrique. Le choix de la Gaîté Lyrique comme lieu de distribution – établissement géré par la Ville de Paris dédié aux cultures médiatiques nées d'Internet et aux pratiques artistiques associées – a permis au fil des mois la mise en place de diverses activités culturelles à destination des personnes fréquentant les petits déjeuners, notamment la venue de conteurs publics et l'organisation de concerts pendant les distributions.

Au sein de ce dispositif, jusqu'à 120 personnes pouvaient être accueillies tous les matins du lundi au vendredi, pour venir prendre un petit déjeuner et également récupérer une lunchbox pour le repas du midi, à emporter ou à consommer sur place. En tout, plus de 7 500 repas ont été distribués avant la fermeture du dispositif le 28 mai 2021.

Conscientes de la nécessité d'ouvrir des lieux de distribution de petits déjeuners en places assises à destination des personnes à la rue, La Chorba et la FADS ont lancé le 13 décembre 2021 la seconde édition des Petits déjeuners solidaires, avec le soutien financier de la Ville de Paris. Cette année, les distributions alimentaires ont eu lieu à la Gaîté Lyrique mais également sur quatre nouveaux sites culturels, répartis sur les jours de la semaine du lundi au samedi :

- Le lundi et mardi : Gaîté Lyrique, au 3 bis rue Papin, 75003 ;
- Le mercredi : Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (MP2A), au 10 passage de la Canopée, 75001 ;
- Le jeudi : Médiathèque de la Canopée, au 10 passage de la Canopée, 75001 ;
- Le vendredi : Forum des Images, au 2 rue du Cinéma, 75001 ;
- Le samedi : Centre Pompidou¹, sur la Place Georges-Pompidou, 75004 ;

Le concept est resté le même, offrir aux personnes un temps de convivialité autour d'un petit déjeuner et d'une lunchbox à consommer sur place ou à emporter. Grâce aux nouveaux lieux culturels mobilisés et à un partenariat avec l'association La Cloche, les activités culturelles proposées se sont diversifiées : expositions, ateliers numériques, performances artistiques et musicales, etc. Les volets alimentaires et culturels ont également été complétés par un volet accompagnement social et réorientation, avec la possibilité pour les personnes d'échanger sur leur situation avec le référent du dispositif le matin pour être réorientées vers les services compétents de la Ville. Une travailleuse sociale de la Direction des Solidarités de la ville de Paris (DSol) en mission « hors les murs » ainsi que des bénévoles de Solinum se sont également déplacés sur les lieux de distribution pour y discuter avec les personnes et les orienter vers les services compétents et les dispositifs adaptés à leurs besoins.²

¹ Appelé « Beaubourg » tout au long du rapport, terme communément utilisé par les référent-es du projet et les personnes fréquentant le dispositif.

² Guide qui référence à Paris les lieux et services utiles et accessibles aux personnes en difficulté.

Au total, ce sont plus de 6 800 petits déjeuners et lunchbox qui ont été distribués jusqu'à la fermeture du dispositif le 2 avril, avec 681 personnes venues au moins une fois prendre un petit déjeuner complet au chaud et à l'abri dans un des lieux culturels accueillant les petits déjeuners solidaires en 2022.

Soucieuses de mieux comprendre les profils des personnes fréquentant les Petits déjeuners solidaires, ainsi que leurs besoins et leurs pratiques en termes d'accès à l'alimentation et aux services, les équipes de La Chorba et de la FADS ont fait appel à l'Observatoire du Samu Social de Paris (OSSP) et à la Mission France d'Action Contre la Faim (ACF), afin de réaliser un diagnostic de la seconde édition du dispositif hivernal. Cette collaboration s'est inscrite dans la continuité du travail réalisé en mai 2021 par les quatre associations sur une première enquête auprès des personnes bénéficiaires de la distribution à la Gaîté Lyrique³. Cette enquête est également soutenue financièrement par la Ville de Paris.

Un **objectif** a été fixé pour cadrer cette nouvelle collaboration et le projet d'enquête : **accompagner les associations La Chorba et la FADS dans l'évaluation de la seconde édition du dispositif des petits déjeuners solidaires – à l'horizon d'une réflexion stratégique et opérationnelle pour un renouvellement du projet en 2023.**

Méthodologie de l'enquête

Le présent rapport est fondé sur les données collectées pendant l'enquête effectuée du 8 au 19 mars 2022. Il comprend à la fois les données issues des 78 questionnaires quantitatifs réalisés auprès des personnes fréquentant les petits déjeuners, ainsi que des entretiens qualitatifs réalisés avec :

- 78 questionnaires quantitatifs réalisés auprès des personnes fréquentant les petits déjeuners ;
- 4 entretiens qualitatifs réalisés avec les référent-es des lieux culturels accueillant les distributions – Gaîté Lyrique, MP2A, Médiathèque et Beaubourg⁴ ;
- 8 entretiens qualitatifs réalisés avec des bénévoles mobilisé-es sur les distributions ;
- 1 entretien qualitatif réalisé avec le référent des petits déjeuners solidaires ;
- 2 questionnaires qualitatifs complétés par les associations partenaires ayant travaillé sur le projet – Solinum et La Cloche.

L'enquête s'est déroulée sur deux semaines au sein des cinq lieux culturels accueillant les distributions. Les cinq lieux ont été enquêtés à tour de rôle, à raison de deux jours d'enquête par lieu – un jour par semaine d'enquête. Pour prendre en compte un maximum de profil dans cette enquête, toutes les personnes se rendant sur les distributions se sont vues proposer de répondre au questionnaire, dans la mesure des bénévoles disponibles les jours de déploiement sur le dispositif.

Les 78 entretiens quantitatifs ont été analysés et les données ont été compilées dans un tableau d'analyse. Les 15 entretiens qualitatifs ont été retranscrits pour permettre un relevé de citations afin de rendre exhaustive l'analyse des données présentées ci-après.

³ Observatoire du Samu Social de Paris, 2021, *Les bénéficiaires de la distribution alimentaire de la Gaîté Lyrique*.

⁴ Le Forum des Images n'a pas donné suite à notre sollicitation d'entretien.

Biais de l'enquête

Plusieurs biais ont été identifiés et adressés par l'équipe de l'enquête.

Il est important de rappeler que la collecte d'information a été réalisée sur les lieux de distribution des petits déjeuners, en partie par des bénévoles de la FADS et de la Chorba. Les personnes interrogées ont pu altérer leurs réponses par peur de ne pas recevoir l'aide ou de dire que l'aide n'est pas appréciée, par honte d'avoir accès à cette aide, par manque d'envie ou encore de temps pour répondre dans ce cadre. Pour réduire l'impact de ces biais sur la qualité de l'information, les enquêteur-ices ont été formées à la plateforme de collecte de données et ont été sensibilisées aux principes de l'accueil et de l'écoute bienveillante pendant le briefing de l'enquête. Au début de chaque entretien, le caractère anonyme de l'enquête a été rappelé, et il a été demandé à toutes les personnes rencontrées au début et à la fin de l'entretien leur consentement pour le partage de leurs témoignages. Pour pallier la barrière de la langue entre les personnes fréquentant le dispositif et les enquêteur-ices, les 4 associations partenaires ont mobilisé des enquêteur-ices parlant les langues des bénéficiaires – notamment anglais et arabe. Faute d'enquêteur-ices disponibles et mobilisables sur les distributions, les questionnaires avec les personnes non francophones ont été réalisés dans la mesure du possible en anglais.

Enfin, l'enquête présentée ci-dessous a été portée par les quatre associations partenaires dans une visée de suivi et évaluation du dispositif. L'échantillon important de personnes rencontrées ne se prétend alors pas exhaustif, mais permet de dresser par le biais des analyses présentées ci-dessous une image globale des personnes et de leur appréciation et utilisation du dispositif des Petits déjeuners solidaires.

PROFIL DES PERSONNES RENCONTREES

Profils sociodémographiques : une surreprésentation d'hommes isolés, installés en France depuis plusieurs années

Parmi les personnes interrogées sur le dispositif des Petits déjeuners solidaires⁵, 83 % sont des hommes. L'âge moyen des personnes est de 48 ans, avec 36 % ayant entre 40 et 60 ans, et une partie non négligeable de plus de 60 ans (29 %) et de 25-39 ans (25 %).

Concernant la composition du foyer, 86 % des personnes répondantes déclarent vivre seules – sans incidence significative du facteur genre – témoignant d'un potentiel isolement d'une large majorité du public du dispositif.

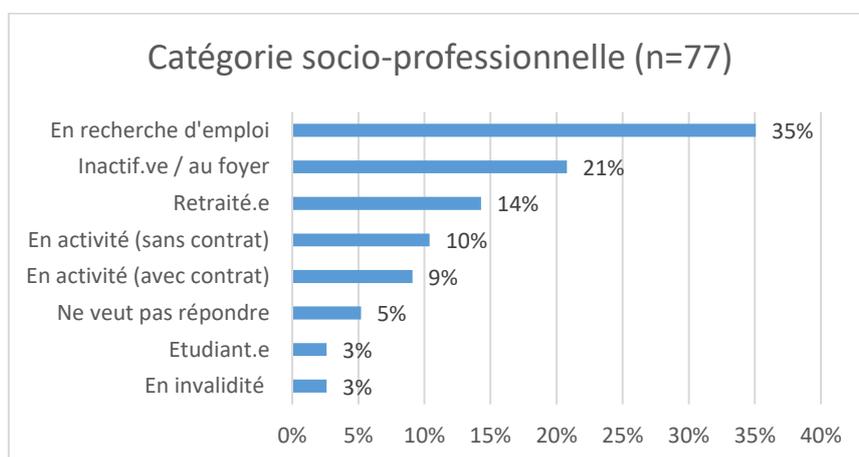
Les personnes interrogées déclarent pour 65 % être de nationalité française. Viennent ensuite les personnes de nationalité algérienne (8 %), marocaine (4 %), sénégalaise (4 %), et guinéenne (3 %). Parmi les personnes étrangères, on distingue trois catégories : une majorité de personnes en situation

⁵ L'échantillon quantitatif de référence pour cette enquête est de 78 personnes répondantes. Au long du questionnaire, certaines personnes n'ont pas répondu à quelques questions, ce qui explique la présence d'échantillons réduits dans l'analyse des données. Lorsque celui-ci évolue, il est précisé sous cette forme « (n=) ».

régulière de longue durée (54 %)⁶, une petite minorité dispose de documents leur permettant de résider en France pour une durée inférieure ou égale à un an (4 %), et enfin une part non négligeable ne dispose pas de documents lui permettant de résider en France (35 %) (n=26). Le dispositif rassemble alors des personnes installées sur le territoire depuis plusieurs années, qu'elles aient obtenu l'asile / un titre de séjour / un visa de longue durée etc. ou qu'elles soient sans papiers. En effet, parmi les personnes étrangères rencontrées, 40 % vivent en France depuis un voire cinq ans, et 44 % depuis plus de 10 ans (n=25).

Profils socio-économiques : une absence de revenus induisant des vulnérabilités économiques

La majorité des personnes interrogées ne travaille pas et est soit en recherche d'emploi, inactive, au foyer, ou à la retraite, ce qui implique une absence de revenus issus du travail pour la majorité des ménages.



De plus, 64 % des personnes interrogées ne bénéficient pas d'aides financières publiques, dépendant alors uniquement d'économies, d'aides financières de proches ou de revenus du travail formel et / ou informel pour répondre à leurs besoins (n=77). Ces constats arguent ainsi d'une véritable vulnérabilité financière chez les personnes interrogées, première piste d'explication pour comprendre leur recours aux petits déjeuners solidaires.

Des conditions d'hébergement particulièrement précaires

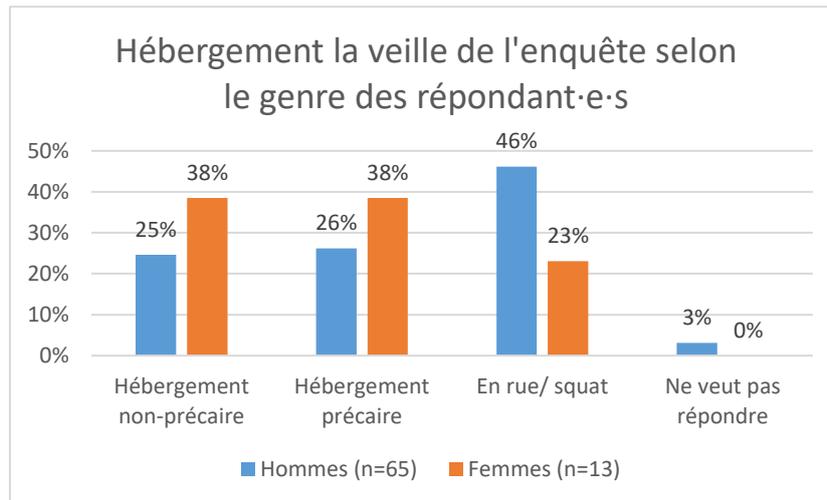
Dans le cadre de cette enquête, trois types d'hébergement ont été distingués : non-précaire, précaire et à la rue / en squat. On considère comme vivant en hébergement non-précaire les personnes locataires ou propriétaires de leur logement, sans tenir compte de la salubrité de ce dernier. A l'inverse, on qualifie comme vivant dans un hébergement précaire les personnes logées chez un tiers, une association ou un organisme pendant plus de 15 jours, ou logées par un organisme dans un hébergement d'urgence pendant moins de 15 jours. De manière générale, ces deux catégories sont

⁶ Est ici qualifié de « situation régulière de longue durée » le fait de disposer de documents permettant de résider en France pour une durée supérieure à un an.

regroupées sous l'appellation « personnes logées la veille de l'enquête », en opposition aux personnes ayant dormi à la rue, dans un squat ou dans un lieu public – tel que les stations de métro / RER, les gares etc. – qui sont quant à elles considérées comme vivant dans la rue / dans un squat.

La veille de l'enquête, 42 % des personnes interrogées ont dormi dans un squat ou à la rue, 28 % en hébergement précaire, et 27 % en hébergement non-précaire.

Plusieurs caractéristiques constituent des facteurs aggravant vis-à-vis des conditions d'hébergement des personnes, et pour commencer le facteur genre.



Les femmes ont plus souvent été logées la veille de l'enquête que les hommes. Si ces comparaisons doivent être lues en gardant en tête les différences chiffrées entre les deux échantillons de référence, les femmes semblent être mieux prises en charge par les organismes compétents, du fait de leur vulnérabilité spécifique liée au genre et aux potentielles violences sexistes et sexuelles

qu'elles peuvent subir notamment lorsqu'elles vivent à la rue⁷. Néanmoins, 23 % des femmes ont tout de même dormi à la rue la veille de l'enquête.

Le statut administratif et la composition familiale ont également un impact sur les conditions d'hébergement des personnes. Seulement 11 % des personnes ne disposant pas de documents leur permettant de résider en France ont dormi en hébergement non-précaire la veille de l'enquête (n=9), contre 28 % des personnes en situation régulière (n=64). Quant aux effets de la composition familiale, 56 % des personnes vivant en famille ont dormi dans un hébergement non-précaire la veille de l'enquête (n=9), contre seulement 23 % des personnes seules (n=65).

Parmi les personnes logées la veille de l'enquête, 72 % ont passé la nuit à Paris, principalement dans les 4^{ème}, 11^{ème}, et 14^{ème} arrondissements (n=33). Le chiffre s'élève à 86 % pour les personnes ayant dormi à la rue ou en squat, qui sont plutôt situées dans les 1^{er}, 2^{ème} et 4^{ème} arrondissements, à proximité des lieux de distributions (n=21). Si le dispositif des petits déjeuners solidaires est inconditionnel, il s'adresse principalement aux personnes vivant à proximité directe des lieux culturels accueillant les distributions : 70 % mettent moins de 30 minutes pour s'y rendre. Toutefois, une certaine frange des personnes rencontrées admet mettre plus d'une heure à se rendre sur les lieux (7 %), témoignant d'une difficulté d'accès au dispositif pour les personnes ayant passé la nuit dans un département francilien hors Île-de-France la veille de l'enquête – principalement la Seine-Saint-Denis et le Val d'Oise. A la question du temps de trajet s'ajoute également celle de l'accessibilité aux transports. Lorsque l'on

⁷ Agir pour la santé des femmes, 2020, *Etat des lieux : la santé des femmes en situation de grande précarité en Île-de-France*, p.18. <https://fr.calameo.com/books/00664636339497ad60e2f>

croise le lieu de vie des personnes avec leur recours à des aides financières publiques, on remarque que 81 % des personnes ne vivant pas dans Paris ne bénéficient pas de celles-ci, disposant alors de ressources financières limitées voire pour certaines inexistantes (n=16). L'absence de ressources financières disponibles pour acheter des titres de transports peut alors entraîner un recours à la fraude dans les transports et exposer à des amendes voire des arrestations pour les personnes ne disposant pas de documents valides leur permettant de résider en France, excluant alors du dispositif certains publics précaires éloignés géographiquement des lieux de distribution.

Les canaux de prise de connaissance du dispositif peuvent expliquer cette prédominance de personnes vivant à la rue ou en squat dans l'échantillon. En partenariat avec l'association Solinum, le dispositif a mis en place dès son renouvellement en décembre 2021 des maraudes d'orientation vers les distributions, permettant d'accueillir en son sein de nouvelles personnes vivant en squat ou à la rue. Interrogées sur la façon dont elles ont connu le dispositif, 11 % des personnes rencontrées déclarent avoir pris connaissance des Petits Déjeuners Solidaires via cette orientation volante, 28 % via une association partenaire – notamment La Chorba et Agora –, et 41 % par le bouche-à-oreilles.

UTILISATION DU DISPOSITIF

Un nouveau public se rendant à l'aide alimentaire, impacté par la crise sanitaire

La date du premier recours à une aide alimentaire associative chez les personnes interrogées témoigne de l'apparition de nouvelles personnes se retrouvant dans des situations de précarité depuis 2 ans : 70 % des personnes rencontrées ont commencé à fréquenter l'aide alimentaire en 2020 (n=70). Ce phénomène témoigne de la recomposition de la typologie des publics accueillis sur les dispositifs d'aide alimentaire en France depuis le début de la crise sanitaire, qui s'interprète par la dégradation des conditions de vie des ménages liée au contexte pandémique, encore visible aujourd'hui. A noter toutefois que les personnes rencontrées n'ont pas été interrogées sur les raisons pour lesquelles elles avaient nécessité un recours à une aide alimentaire associative, cette limite dans le questionnaire pouvant nuancer la portée généralisable de l'hypothèse mentionnée ci-dessus à l'ensemble des personnes rencontrées.

Les chiffres mettent également en évidence l'existence de personnes recourant de long terme à l'aide alimentaire : 30 % des personnes rencontrées fréquentent les dispositifs associatifs depuis plusieurs années, notamment depuis plus de 5 ans voire 10 ans. Cette situation concerne plus particulièrement les personnes vivant en hébergement non-précaire : 37 % d'entre elles ont eu recours à une aide alimentaire associative avant 2020 (n=19), contre 25 % des personnes en hébergement précaire (n=20) et 20 % des personnes vivant à la rue ou en squat (n=30). Avoir un logement, qui peut être qualifié de stable car non-précaire, n'implique alors pas nécessairement un accès à une alimentation suffisante.

L'aide alimentaire associative est ainsi devenue structurante dans les budgets de certains ménages, dont les situations économiques et sociales se sont enlisées dans la précarité – corrélées ou non à la crise sanitaire –, et qui en dépendent dorénavant pour s'alimenter.

« Je viens sur les dispositifs d'aide alimentaire depuis mes 25 ans, j'en ai 37 aujourd'hui. J'ai un travail et un salaire mais j'ai eu des soucis avec la justice et je dois beaucoup d'argent aux impôts que je n'arrive pas à rembourser, c'est pour ça que j'ai besoin d'une aide alimentaire » – Christophe, un homme de 33 ans, vivant avec ses enfants dans un logement personnel, rencontré à la Médiathèque.

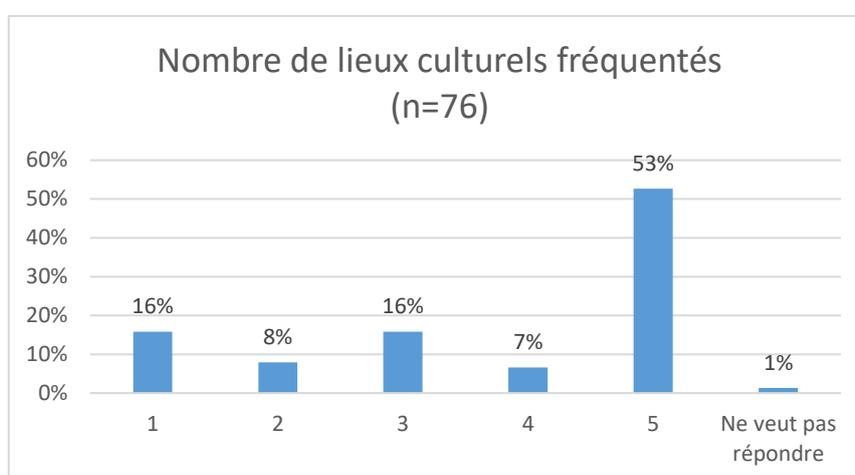
Un renouvellement important des publics fréquentant les Petits déjeuners solidaires d'une année à l'autre

Parmi les personnes interrogées, 28 % fréquentaient déjà les distributions de la Gaité Lyrique à l'hiver 2020 / 2021, et sont donc considérées comme des habituées du dispositif. Seulement un quart des personnes qui fréquentaient régulièrement le dispositif l'hiver passé sont ainsi revenues pour cette nouvelle édition. Ces chiffres témoignent d'un important renouvellement des publics d'une année à l'autre, mais pas nécessairement d'une amélioration des conditions de vie des personnes qui fréquentaient le dispositif l'année dernière mais qui ne sont pas revenues cette année. L'enquête n'a pas permis de mettre en lumière les raisons pour lesquelles trois quart des personnes régulières du dispositif en 2020 / 2021 ne sont pas revenues en 2021 / 2022, mais quelques hypothèses peuvent être formulées à partir des caractéristiques sociodémographiques des personnes habituées. Les personnes seules et les personnes hébergées, que ce soit dans un logement précaire ou non précaire, rencontrées cette année ont plus souvent fréquenté le dispositif l'année passée que les familles et les personnes à la rue / vivant en squat. Cela s'explique par le dispositif en lui-même, particulièrement fréquenté par les personnes isolées, correspondant au profil type du / de la bénéficiaire des Petits déjeuners solidaires. Ces constats permettent également de formuler l'hypothèse d'un dispositif utilisé notamment par les personnes résidant dans un périmètre proche des lieux culturels accueillant les distributions ou sédentarisées dans Paris ayant un accès direct à ces lieux, mais rencontrant des difficultés à capter deux années consécutives des publics vivant dans la rue / dans un squat. L'errance peut effectivement être vectrice de difficultés d'accès aux dispositifs d'aide alimentaire périodiques, par déficit d'informations sur leur réédition parvenant aux personnes ou simplement par un éloignement géographique trop important des personnes vivant dans la rue / dans un squat lors de la réouverture. Cette hypothèse peut permettre de comprendre les raisons pour lesquelles la majorité des personnes vivant dans la rue / dans un squat rencontrées cette année sur le dispositif ont dormi la veille de l'enquête dans Paris Centre, mais interroge nécessairement l'accès au dispositif pour les personnes vivant dans les autres zones denses mentionnées plus haut, à savoir le 12^{ème}, le 18^{ème} et le 19^{ème} arrondissement.

Parmi les personnes habituées, 41 % préféraient l'organisation de l'année passée, invoquant une meilleure convivialité et facilité d'accès à la Gaité Lyrique par rapport aux autres points de distributions de cette année (n=22). Au contraire, 18 % affirment avoir préféré l'organisation de cette année, évoquant le changement d'environnement et la diversité des activités culturelles proposées quotidiennement comme points positifs. Enfin, les deux modalités d'organisation se valent pour 41 % des personnes interrogées, arguant d'une prédominance de personnes habituées satisfaites de l'évolution du dispositif depuis l'année dernière.

Une forte adhésion au dispositif de distribution itinérante, mettant en lumière un véritable besoin d'accès à une aide alimentaire

Plus de la moitié des personnes rencontrées se sont rendues dans chacun des cinq lieux culturels accueillant les distributions, témoignant d'une adhésion globale au principe de distributions itinérantes et à l'évolution du projet depuis l'année passée. C'est également le signe d'un projet pertinent et nécessaire dans le paysage de l'aide alimentaire parisienne, qui répond à un besoin d'accès à une offre alimentaire permettant aux personnes de se restaurer le matin et le midi, tout au long de la semaine et du weekend. Le manque d'offre d'aide alimentaire à Paris le dimanche impacte toutefois fortement les capacités des personnes rencontrées à consommer plusieurs repas dans la journée.



« Le dimanche souvent je n'ai pas à manger. En général c'est café le matin et le soir je vais à Saint-Eustache » – Marie, une femme de 39 ans, vivant seule à la rue, rencontrée à la Gaîté Lyrique.

La fréquentation des lieux de distribution est marquée par une grande différence générationnelle, les personnes âgées de moins de 40 ans étant largement plus susceptibles que les autres de n'avoir fréquenté qu'un seul lieu de distribution sur les cinq. Cette différence pourrait s'expliquer par une prise d'habitude chez les personnes âgées, certaines vivant seules depuis plusieurs années, et se rendant tous les matins ou presque aux distributions des Petits déjeuners solidaires pour se restaurer et y retrouver les bénévoles et d'autres bénéficiaires. Autre piste d'explication, le fait que les personnes plus âgées peuvent avoir plus de difficultés à se déplacer et à se rendre sur d'autres dispositifs d'aide alimentaire ou à diversifier leurs sources d'approvisionnement en nourriture lorsqu'elles sont satisfaites d'un dispositif.

« Aujourd'hui, je cherche avant tout du lien social, je ne veux pas rester seul dans mon appartement. Je viens tous les jours aux petits déjeuners, ça me permet de démarrer la journée d'un bon pied, de sortir, de voir du monde et de bien manger ! » – Louis, un homme de 60 ans, vivant avec ses enfants dans un logement personnel, rencontré à la Gaîté lyrique.

APPRECIATION DES DIFFERENTS VOLETS DU DISPOSITIF PAR LES PARTIES PRENANTES DU PROJET

Une aide alimentaire largement appréciée par les personnes rencontrées

La satisfaction des personnes interrogées vis-à-vis de l'aide alimentaire reçue sur les Petits déjeuners solidaires est quasi-totale : 94 % s'estiment satisfaites voire très satisfaites, seulement 6 % se déclarent moyennement satisfaites⁸. Les témoignages mettent en exergue la qualité de la nourriture proposée, perçue comme équilibrée et inégalable dans le paysage parisien de l'aide alimentaire.

« C'est de super qualité, ils ne se moquent pas des bénéficiaires. Le petit déjeuner c'est pas juste un bol de céréales, c'est un vrai buffet où ils peuvent se resservir et avoir un repas pour le midi ou le soir » – un-e bénévole du dispositif.

Parmi les produits les plus appréciés, apparaissent les boissons chaudes et froides, les céréales, le pain et les confitures / pâtes à tartiner, puis les fruits. Un peu moins de la moitié des personnes interrogées auraient tout de même aimé consommer quelques produits supplémentaires, comme du beurre et une plus grande variété de fruits.

La distribution de lunchboxes semble également susciter une large adhésion, puisque 79 % des personnes interrogées en prennent une chaque matin ou presque, 12 % de temps en temps, et seulement 8 % n'en prennent pas (n=75). Parmi celles prenant les lunchboxes, la quasi-totalité la consommait sur le temps du midi ou du soir. Le principe de la lunchbox semble donc parfaitement correspondre aux habitudes des publics, bien que 56 % des personnes rencontrées déclarent qu'elles auraient aimé avoir un micro-ondes sur les lieux de distribution, afin de pouvoir les réchauffer sur place sans avoir à se déplacer dans un autre lieu pour manger chaud.

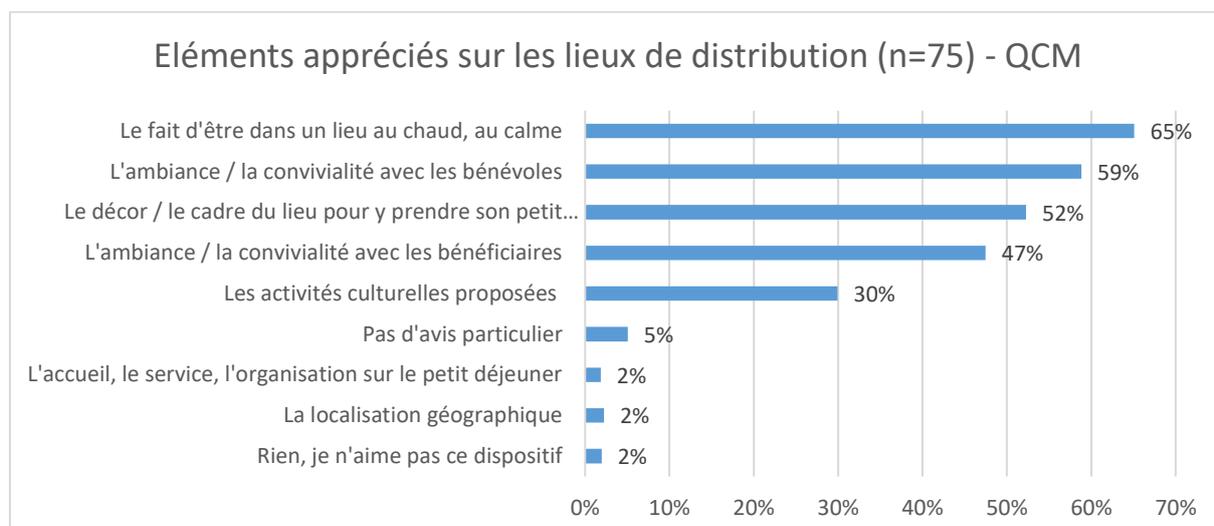
Au global, les personnes interrogées s'estiment satisfaites de l'aide alimentaire à emporter proposée, 93 % se déclarent satisfaites sur l'aspect quantitatif (n=68), 88 % pour l'aspect qualitatif (n=67). Lunchbox et petit déjeuner confondus, 91 % des personnes considèrent l'offre alimentaire proposée comme adaptée à leur régime alimentaire (n=77), bien que 13 % déclarent ne pas consommer de porc et 11 % suivre un régime halal (n=76).

Un engouement prononcé pour la chaleur, le cadre et la convivialité du dispositif

Les personnes rencontrées ont été interrogées sur les éléments qu'elles avaient le plus apprécié sur les lieux de distribution qu'elles ont fréquentés au moins une fois. Quatre éléments se distinguent des

⁸ L'offre alimentaire étant la même sur tous les lieux de distribution, les résultats n'ont pas été agrégés selon le lieu de l'enquête.

autres : le fait d'être dans un lieu chaud, au calme pour prendre son petit déjeuner, l'ambiance et la convivialité avec les bénévoles et entre les bénéficiaires, et enfin le décor et le cadre du lieu.



« Le concept des petits déjeuners dans des lieux culturels c'est super pour changer d'état d'esprit, ne plus être seulement être du bétail qui fait la queue pour la nourriture. C'est de la nourriture spirituelle, c'est super d'avoir accès à ces lieux culturels » – Marie, une femme de 39 ans, vivant seule à la rue, rencontrée à la Gaîté lyrique.

« Les gens ici ils créent de vraies relations sociales : ils sont assis, ils discutent, ils se retrouvent tous les matins, et ils se sentent considérés par les bénévoles comme des personnes et pas comme des gens précaires » – un.e bénévole du dispositif.

Les personnes accordent une réelle importance à l'environnement et à l'ambiance du lieu dans lequel elles se restaurant. La distribution ne se résume pas à la seule consommation de nourriture, il s'agit tout autant d'un moment de repos au chaud et au calme. Celle-ci permet également de créer des liens et de véritables relations sociales dans un environnement et une ambiance bienveillante, dans des lieux souvent inaccessibles pour des personnes pour la plupart marginalisées et vivant dans des conditions précaires.

L'offre culturelle proposée : un enthousiasme partagé, toutefois heurté par l'isolement des personnes rencontrées

La totalité des responsables des lieux culturels accueillant le dispositif font état d'un retour d'expérience positif et d'un enthousiasme général pour ce projet. Pour certains, ce projet leur a permis de s'interroger sur la portée de leurs espaces et de leur fonction au-delà d'un accès à la culture réservé à un public non précaire.

« C'est une véritable richesse et opportunité pour nous de faire venir sur notre site des publics différents de ceux accueillis généralement. Ça nous a permis de continuer à vivre même pendant la fermeture liée aux restrictions sanitaires, on a pu retrouver une raison d'être » – un.e responsable d'un lieu culturel.

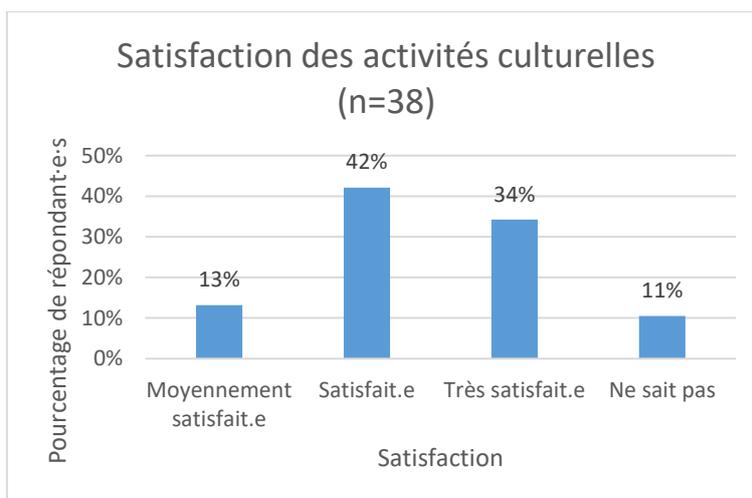
La mise en place et l'animation des propositions culturelles étaient accompagnées par l'association La Cloche, qui a formé les équipes des lieux sur l'accueil et les relations avec les publics, afin de mieux

comprendre la grande exclusion, de déconstruire les préjugés et d'accompagner les lieux à la mise en place de projets culturels de manière inclusive. Des salarié-es et bénévoles de La Cloche se rendaient également au moins une fois par semaine sur les lieux de distributions pour discuter avec les personnes et les orienter vers les activités culturelles, facilitant le premier recours à l'offre pour certaines.

Si certaines animations proposées initialement n'ont pas réuni la participation escomptée – contes en LSF, jeux vidéo etc. –, d'autres ont attiré toutes les semaines des groupes réguliers de personnes intéressées par l'offre – accès aux expositions, à des ordinateurs, concerts ou encore propositions artistiques. Les lieux ont alors fait évoluer leurs propositions culturelles selon les retours qu'ils pouvaient avoir, afin de s'adapter au mieux aux attentes des personnes, résultant d'après eux par un engouement partagé par l'ensemble.

« Tous les premiers mercredis du mois, on organise l'évènement « enchantez-vous », avec un chef de chorale qui vient et fait chanter les gens sur le parvis des Halles. L'évènement a eu lieu en avril 1 heure après la fin de la distribution, mais on a une dizaine de bénéficiaires qui ont attendu pour y participer, c'était vraiment impressionnant à voir ! » – un-e responsable d'un lieu culturel.

La moitié des personnes rencontrées affirment avoir participé au moins une fois à une des activités culturelles proposées, confirmant l'intérêt qu'elles portent à l'offre culturelle du dispositif (50 %, n=76). Les expositions, activités musicales et les animations comme les concerts, les conteurs d'histoire, ou encore les consultations poétiques, ont particulièrement suscité leur intérêt.



« On a un conteur professionnel qui venait animer des ateliers en janvier, ensuite il est venu avec son fils musicien. Au début de ses animations il n'y avait que 3 ou 4 personnes intéressées, la dernière fois qu'il est venu il n'y avait plus de place dans la salle » – un-e responsable d'un lieu culturel.

L'idée innovante de cette seconde édition des Petits déjeuners solidaires, d'organiser des distributions dans des lieux culturels pour rendre accessible l'offre parisienne aux personnes qui en sont éloignées du fait de leurs situations de précarité, semble donc avoir convenu à une partie du public des distributions.

Cependant, les 42 % de personnes n'ayant participé à aucune activité culturelle indiquent que l'offre a pu ne pas être adaptée ou appréciée par l'ensemble du public, ce qui explique également que les activités culturelles n'arrivent qu'en 5^{ème} position des éléments appréciés du dispositif.

Le taux de participation aux activités culturelles est impacté par la composition du foyer, étant plus élevé chez les personnes en famille que les personnes seules – respectivement 67 %, n=9 et 49 %, n=65. Les personnes seules ont pu être moins tentées par les activités culturelles, pour certaines en groupe, car habituées à l'isolement et à l'éloignement à l'offre culturelle car vivant à la rue ou en squat. Ces éléments génèrent un certain désintéressement vis-à-vis des activités proposées, le manque d'intérêt est en effet évoqué par 68 % des personnes pour expliquer leur non-participation aux activités (n=28).

« Je mets trois aux activités culturelles parce que j'accroche moins bien. C'est parfois un peu lointain, ça me dépasse et je ne me sens pas toujours concerné » – Charles, un homme de 50 ans, vivant seul dans un hébergement précaire, rencontré à la Gaîté lyrique.

Ces différentes appréhensions – voire le non intérêt – d'une partie du public ont permis aux penseur-ses du volet culturel du projet de remettre en question leur vision de la culture et de réfléchir à la façon dont ils et elles transposaient celle-ci sur les personnes accueillies.

« Certaines personnes n'ont pas forcément été réceptives, et ça nous a remis en place par rapport à notre vision de la culture. Des fois certains étaient pas du tout emballés par les musées, par exemple ils faisaient pendant 1 heure une exposition pour dire en ressortant que c'était nul » – un référent du projet des Petits déjeuners solidaires

Une réflexion a ainsi été entamée autour de la définition des propositions culturelles, dans une perspective de renouvellement du projet l'année prochaine afin de s'adapter au mieux aux attentes de l'ensemble des personnes. Certains lieux culturels ont d'ores et déjà commencé à travailler sur un programme d'activités culturelles pour une prochaine version du projet en 2023, en réfléchissant à des activités plus inclusives et à la mise en place d'un projet culturel commun au cinq lieux, fondé sur la participation active des artistes volontaires. D'autres idées émergent, notamment celle de proposer l'offre culturelle dès l'ouverture du dispositif, plutôt qu'au bout de quelques semaines, comme cela a été fait cette année⁹. Cela permettrait d'attirer le maximum de personnes sur celles-ci, et qu'elles ne soient pas vues comme une offre annexe mais bien partie prenante de l'entièreté du dispositif.

Enfin, près de la moitié des personnes rencontrées émettent le souhait d'une généralisation des offres culturelles dans tous les lieux de distribution alimentaire qu'elles peuvent fréquenter – 49 %, n=76. Malgré un engouement non-unanime à l'aspect culturel du dispositif, une frange majoritaire partage donc un intérêt prononcé pour cette offre, arguant de la pertinence et de l'appréciation de la dimension culturelle du projet. La réflexion amorcée vis-à-vis de l'objectif d'un accès à la culture pour tou-ttes peut ouvrir la perspective d'une adhésion encore plus large à ce volet dans le cas d'une réitération ou d'une pérennisation du projet.

⁹ Les lieux culturels accueillant les distributions cet hiver ont débuté leurs propositions d'activités pour les bénéficiaires à partir de janvier 2022, une fois que la logistique a été bien validée et mise en place sur tous les sites.

L'orientation sociale : des résultats limités par la temporalité du projet et de l'accompagnement proposé

Sur la première édition du dispositif des Petits déjeuners solidaires, 52 % des personnes ne bénéficiaient pas d'un suivi social, et 24 % d'une couverture médicale (n=58)¹⁰. En 2022, 54 % ne bénéficiaient pas d'un suivi social (n=76), et 22 % d'une couverture médicale (n=77).

Les personnes ayant leur propre logement (n=21) bénéficient moins d'un suivi social que les personnes vivant dans un hébergement précaire (n=21) ou dans la rue / dans un squat (n=31) – respectivement 24 %, 52 % et 47 % des répondant·e·s pour chaque catégorie. Si les publics en hébergement précaire ou vivant dans la rue / dans un squat ont des conditions de vie plus instables, ils sont aussi davantage au contact des structures et des permanences sociales, celles-ci étant dans une optique d'aller vers. Leurs besoins en termes d'accompagnement social sont ainsi plus facilement identifiables que ceux des personnes ayant leur propre logement. Pour ces dernières, se rendre dans des structures d'aide pour bénéficier d'un accompagnement social peut s'avérer difficile et apparaître comme stigmatisant. De la même manière, elles sont moins demandeuses d'un suivi social que les personnes à la rue, en squat ou vivant dans un hébergement précaire.

En ce qui concerne l'accès à une couverture médicale, une forte disparité d'accès apparaît en fonction du statut administratif. En effet, 22 % des personnes sans documents légaux interrogées déclarent ne pas en bénéficier (n=9) contre seulement 8 % de celles avec des documents légaux leur permettant de résider en France (n=63). Encore une fois, une majorité des personnes n'ayant pas accès à une couverture médicale en émet le souhait (78 %). La mise en place d'un service d'orientation peut alors se révéler particulièrement pertinente pour les personnes pour qui l'accès à des services essentiels comme les soins est complexe, de par leur statut administratif ou par leur isolement social.

Conscients de cette réalité et du besoin d'accompagnement social d'une part importante des personnes fréquentant le dispositif, la Chorba et la FADS ont fait intervenir sur le projet une travailleuse sociale détachée par la Dsol pour cette deuxième édition. Celle-ci a formé les bénévoles du dispositif aux principes de l'orientation et aux solutions existantes selon les profils des personnes, et s'est elle-même rendue quatre fois sur place à partir de février 2022 pour y rencontrer les personnes les plus marginalisées et demandeuses d'une aide.

Cette orientation a été complétée par des bénévoles de Solinum qui venaient une à deux fois par semaine sur les distributions pour orienter les personnes en demande vers des dispositifs adaptés à leurs besoins via l'utilisation du Soliguide.

Seulement 14 % des personnes rencontrées ont affirmé avoir pu adresser leurs questions et être orientées par quelqu'un sur le dispositif (n=77). Bien que ce pourcentage puisse sembler faible au premier abord, ces orientations ont en majorité été adressées aux personnes les plus vulnérables et marginalisées en termes d'accès aux droits, également plus demandeuses en suivi social – notamment les personnes vivant en squat ou à la rue et celles ne disposant pas de documents leur permettant de résider en France. Les informations reçues par les personnes ont pour la plupart été utiles, la moitié ayant été aiguillée vers un service de la ville.

¹⁰ Observatoire du Samu Social de Paris, 2021, *Les bénéficiaires de la distribution alimentaire de la Gaîté Lyrique*.

Parmi les personnes n'ayant pas bénéficié d'une orientation sociale sur le dispositif, la raison principale identifiée est celle de la méconnaissance de l'offre. Ces témoignages questionnent alors l'information donnée aux personnes fréquentant le dispositif sur l'offre d'orientation sociale, que l'on peut corréliser au sous-dimensionnement des équipes formées en ce sens et à la temporalité limitée du dispositif hivernal.

« Avec des moyens suffisants on aurait pu faire beaucoup plus. Ça a aidé quelques personnes mais le mieux aurait été d'avoir quelqu'un toutes les semaines, dédié à cette question. Si le projet était renouvelé l'année prochaine, il faudrait se concentrer au maximum sur l'orientation, et débiter cette activité dès le début, en étant tous et toutes formé-es à cette question en amont du déploiement » – un référent du projet des Petits déjeuners solidaires

L'organisation logistique : un enjeu du déploiement itinérant

Afin de répondre aux nouveaux enjeux associés à la distribution itinérante, La Chorba et la FADS ont construit un plan logistique, qui reposait sur un approvisionnement depuis les locaux de la FADS vers les cinq lieux de distribution trois fois par semaine, avec un suivi des entrées et sorties de stocks.

Plus précisément, les denrées distribuées provenaient principalement de la Banque Alimentaire, qui fournissait la FADS pour toutes ses distributions de Paris Nord. Le pain était acheté en direct auprès de boulangeries proches des lieux de distribution, La Chorba mettait à disposition ses stocks restants pour des produits tels que les céréales et les jus. Enfin, les fruits distribués étaient issus d'une agriculture responsable en circuits-courts, avec un approvisionnement à partir du 17 février 2022 via Kelbongoo, par le biais d'un partenariat avec la FADS. Ces modes d'approvisionnement ont été particulièrement avantageux pour le projet, permettant de proposer aux bénéficiaires des produits de bonne qualité et appréciés. Deux contraintes ont cependant été identifiées sur ce mode d'approvisionnement. Premièrement, la gestion et la répartition des stocks de la FADS entre les différents projets d'aide alimentaire, l'association s'étant positionnée en tant qu'actrice fournisseuse de denrées alimentaires pour le centre d'accueil pour réfugié-es ukrainien-nes à son ouverture début mars. L'approvisionnement en viennoiseries pour les Petits déjeuners solidaires a alors diminué au profit du dispositif d'urgence susmentionné lors du dernier mois du dispositif. Deuxièmement, le temps alloué au transport des denrées d'un site à l'autre, principalement les jus de fruits difficiles à transporter, qui n'ont alors pas été distribués tous les jours sur les distributions.

La gestion des déchets pendant les distributions n'a pas été, d'après les responsables des distributions, suffisamment pensée en amont du dispositif, entraînant des pertes importantes de consommables entamés à la fin de chaque distribution – bouteilles de lait ouvertes pas conservable d'une semaine sur l'autre par exemple. Le même constat est fait par les bénévoles interrogé-e-s, qui font état d'une *« distribution pas très écolo, sans logique de recyclage »*¹¹.

« On était pas chez nous, les lieux nous mettaient une poubelle à disposition et on ne pouvait pas trier les déchets. On aurait dû prendre en compte cette dimension en amont, pour proposer un système de recyclage voire de compostage » – un référent du projet des Petits déjeuners solidaires.

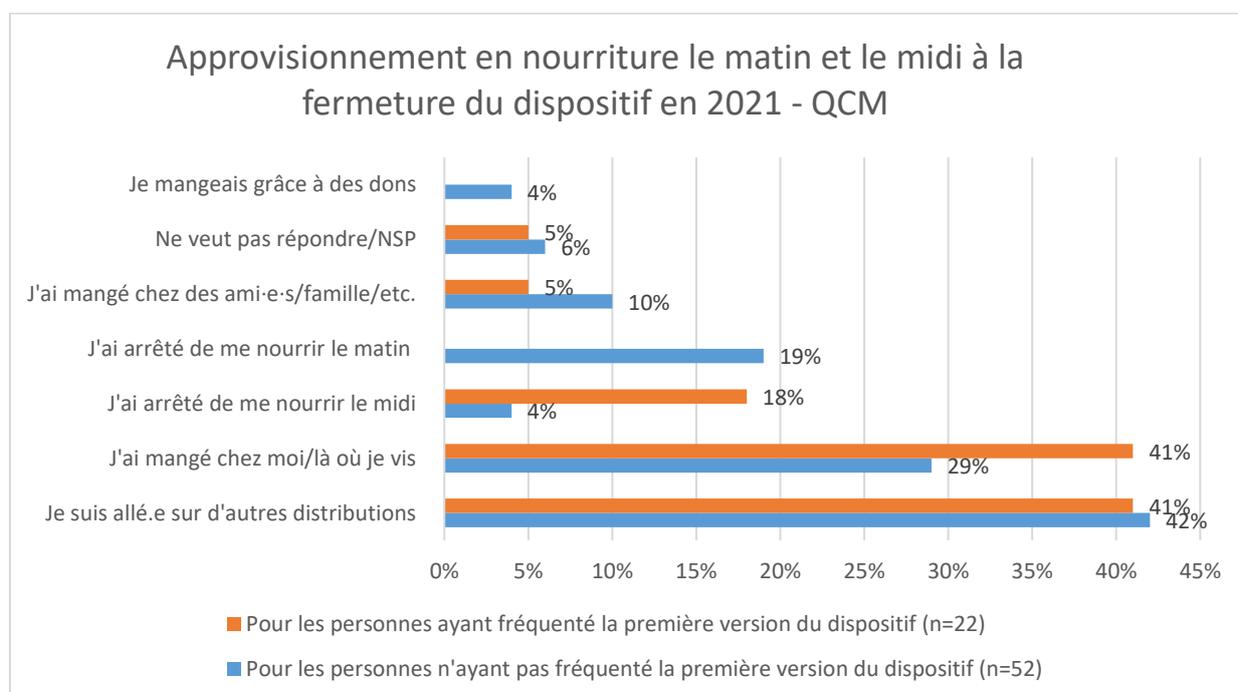
¹¹ Un-e bénévole du dispositif.

Les données et témoignages relatifs à l’appréciation du dispositif par les différentes parties prenantes du projet font émerger une satisfaction générale de l’ensemble de ses acteur-ric-e-s – bénéficiaires, bénévoles, lieux culturels et structures partenaires. Si quelques nuances émises permettent d’élaborer des pistes d’amélioration du dispositif pour une version 3 l’hiver prochain, on comprend tout de même que celui-ci est structurant dans le paysage de l’aide alimentaire parisien pour les personnes en situation de précarité. Il convient alors d’interroger la place qu’il représente dans les stratégies d’approvisionnement en nourriture des personnes qui le fréquentent.

LES PRATIQUES ALIMENTAIRES DES PERSONNES RENCONTREES

Des stratégies de réponse aux besoins alimentaires dépendantes de l’aide disponible

Une majorité des personnes rencontrées déclarent avoir trouvé des solutions pour se nourrir après la fermeture de la première version du dispositif, que ce soit par à un recours à d’autres associations d’aide alimentaire ou via des ressources personnelles pour se nourrir chez soi. Une part non négligeable a tout de même dû arrêter de se nourrir le midi, témoignant de l’importance structurelle du dispositif dans l’alimentation des personnes qui le fréquentent – notamment via les distributions de lunchboxes qui leur permet de se nourrir également le midi sans avoir à se rendre sur un autre dispositif d’aide alimentaire.



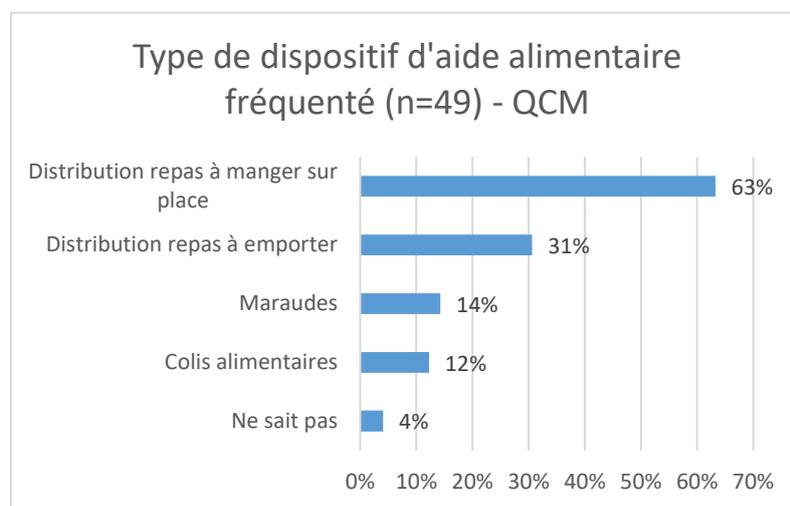
Pour les personnes qui n’ont pas fréquenté les petits déjeuners solidaires avant décembre 2021, l’année est marquée par une moindre propension à manger chez soi, mais surtout par une plus grande part de personnes ne se nourrissant pas le matin. La non-fréquentation de la première version du

dispositif par ces personnes relève donc plutôt d'une méconnaissance de l'existence du dispositif et non d'une absence de besoins.

Ces chiffres révèlent l'importance de la mise en place de distributions telles que les Petits déjeuners solidaires pour permettre aux personnes vulnérables de se nourrir le matin et le midi et d'éviter qu'elles ne se retrouvent dans des situations d'insuffisance alimentaire en ne consommant que deux voire qu'un repas par jour.

Parmi les personnes rencontrées, 66 % affirment fréquenter d'autres associations d'aide alimentaire en dehors des Petits déjeuners solidaires, témoignant de situations quasi généralisées de dépendance à l'aide alimentaire associative. Les personnes vivant à la rue ou en squat font état d'un taux de fréquentation particulièrement élevé, puisque 81 % d'entre elles ont recours à d'autres dispositifs d'aide alimentaire (n=32).

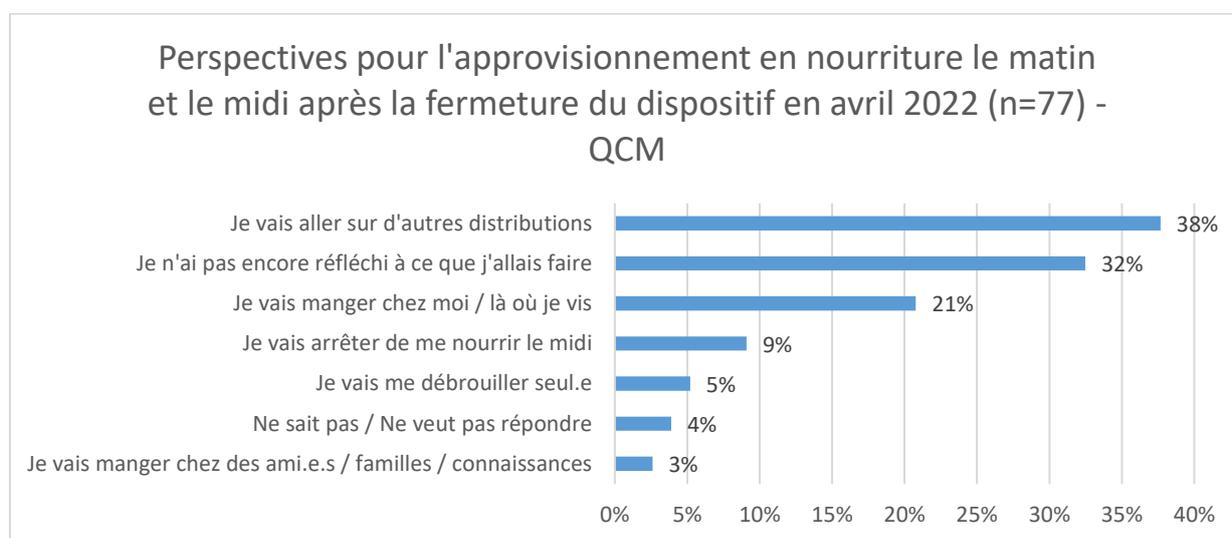
Une fois encore, le statut administratif et l'instabilité administrative ont un véritable impact sur la capacité des personnes à accéder à des services couvrant pourtant des besoins essentiels. En effet, seulement 33 % des personnes en situation ne disposant pas de documents leur permettant de résider en France se rendent sur d'autres dispositifs d'aide alimentaire (n=9). L'instabilité administrative a un impact réel sur l'accès des personnes à des services leur permettant de couvrir leurs besoins essentiels, ici à des distributions alimentaires. Cela peut s'expliquer par une méconnaissance des personnes des dispositifs existants dû à une barrière de la langue, ou bien par un isolement tel qu'elles ne se rendent pas sur ces dispositifs, pouvant aboutir à des situations de faim alarmantes chez les populations les plus vulnérables.



Pour ce qui est de la typologie des dispositifs d'aide alimentaire fréquentés, la majorité des personnes rencontrées fréquente des distributions de repas à consommer sur place, similaires au fonctionnement des Petits déjeuners solidaires. Seulement 12 % fréquentent des distributions de colis alimentaires, ce qui s'explique par le profil type des personnes rencontrées, pouvant être confrontées à des difficultés d'accès à une cuisine car vivant majoritairement à la rue ou en squat.

Les personnes fréquentant des distributions de repas à consommer sur place le font principalement sur les temps du midi et du soir, respectivement à hauteur de 45 % et 71 % des personnes répondantes,

mettant en évidence la complémentarité entre ces dispositifs et celui des Petits déjeuners solidaires (n=31).



La dépendance des personnes rencontrées aux distributions d'aide alimentaire se confirme une nouvelle fois par l'analyse de leurs perspectives d'approvisionnement en nourriture à la fermeture du dispositif en avril 2022. Celles-ci sont toutefois caractérisées par une grande incertitude alimentaire, 32 % des personnes interrogées déclarant ne pas savoir où elles allaient se nourrir à partir de mai 2022. Cette incertitude est aggravée par la précarité de la situation locative, concernant plus généralement les personnes vivant à la rue ou dans un squat que les personnes hébergées.

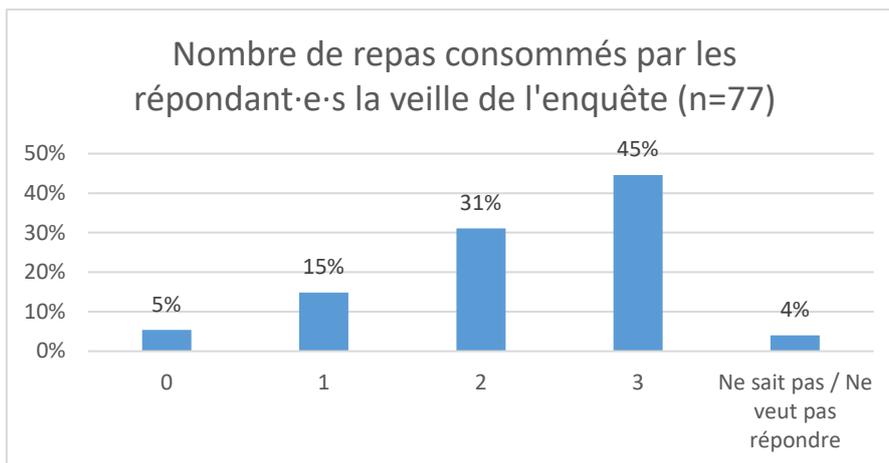
« Sans les petits déjeuners, je ne mange que le soir, et pendant l'hiver je vais à hôtel de ville » – Sofiane, un homme de 46 ans, vivant seul dans un hébergement précaire, rencontré à la Gaîté Lyrique

Ces chiffres mettent en évidence des besoins alimentaires non couverts pour une frange non négligeable des personnes rencontrées et révèle l'importance de l'aide fournie par les petits déjeuners solidaires, qui apparaît comme structurelle dans leurs stratégies de réponse aux besoins alimentaires. La fermeture du dispositif a alors nécessairement des conséquences sur l'alimentation des personnes qui le fréquentent, conduisant certaines à réduire le nombre de prises alimentaires quotidiennes, et pouvant entraîner des situations d'insuffisance et d'insécurité alimentaire alarmantes chez les plus vulnérables à la fin de la trêve hivernale. Les données et les témoignages recueillis révèlent l'aspect essentiel de l'aide apportée par le dispositif, dont la pérennisation assurerait un meilleur accès à l'alimentation pour l'ensemble des publics les plus vulnérables.

L'alimentation des personnes rencontrées : une précarité multiforme source d'insécurité alimentaire

Différents indicateurs ont été utilisés pour caractériser la sécurité alimentaire des personnes rencontrées. Ceux-ci font état de situations d'insuffisance et d'insécurité alimentaire alarmantes pour une frange des personnes rencontrées.

Le nombre de repas consommés la veille de l'enquête :



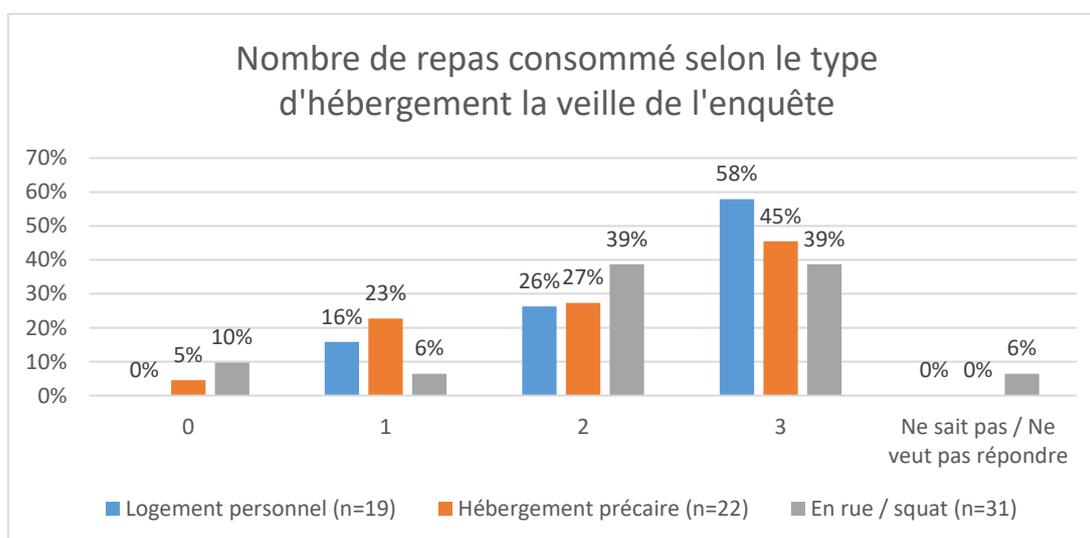
Interrogées sur le nombre de repas consommés la veille de l'enquête, une part non négligeable des personnes rencontrées font état de réponses préoccupantes quant au caractère suffisant de leur alimentation, notamment lié au manque de ressources financières.

« Ça m'arrive souvent de manger qu'un repas par jour, quand on n'a pas de ressources pour acheter de la nourriture on n'a pas le choix » – Emile, un homme de 40 ans, vivant seul dans un logement personnel, rencontré à la Médiathèque.

A noter de surcroît que la prise de « repas » affirmée par les personnes peut être nuancée par la réalité de leur consommation, qui peut n'être qu'un simple en-cas peu riche en termes nutritionnels, relevant alors de situations d'insuffisance alimentaire qui n'ont pas pu être identifiées dans le cadre du questionnaire quantitatif.

« Je fais en sorte de toujours avoir de quoi manger en divisant mes portions, comme ça je peux manger plusieurs fois par jour mais en petites quantités » – Abdel, un homme de 61 ans, vivant seul à la rue, rencontré à la Gaîté Lyrique.

Trois facteurs ont une incidence sur le nombre de prises alimentaires des personnes rencontrées : la catégorie socioprofessionnelle, le type d'hébergement et le statut administratif. Les personnes bénéficiant d'un revenu stable, que ce soit du travail ou de la retraite, ont toutes consommé au moins un repas la veille de l'enquête, ce qui confirme l'impact de la stabilité des ressources financières dans la capacité des personnes à s'approvisionner et à consommer suffisamment de nourriture.

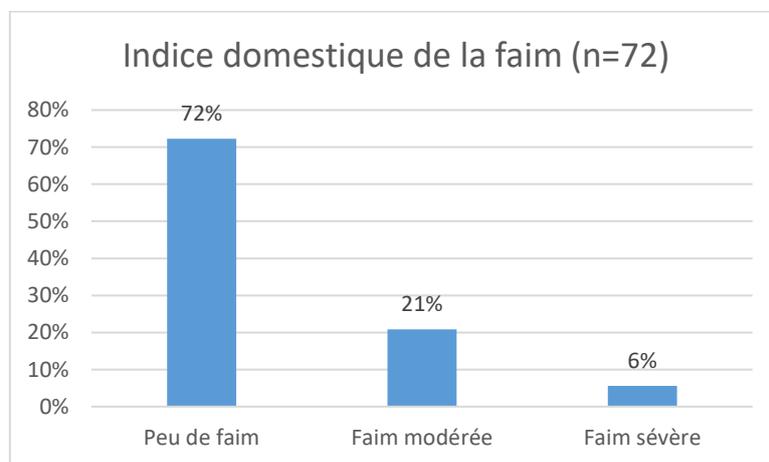


Vivre en logement précaire ou à la rue / en squat est également corrélé à un nombre de prises alimentaires moindre. Ces chiffres mettent en exergue des situations d'insuffisance alimentaire préoccupantes liées aux conditions de vie à la rue d'une frange des personnes fréquentant le dispositif, ainsi qu'une fragilité notable chez les personnes en hébergement précaire. Le type d'hébergement, nécessairement lié aux ressources financières disponibles, influe donc sur la capacité des personnes à s'approvisionner en nourriture et à s'alimenter de façon suffisante sur la journée. La part consacrée à l'alimentation dans les budgets constitue ainsi la variable d'ajustement la plus susceptible de varier en fonction de la disponibilité des revenus.

Enfin, le croisement entre le nombre de repas pris la veille et la situation administrative renouvelle le constat d'un impact de l'instabilité administrative sur l'accès des personnes aux services afin de couvrir leurs besoins essentiels, et notamment leur alimentation. En effet, 11 % des personnes ne disposant pas de documents valides leur permettant de résider en France n'ont pas consommé de repas la veille de l'enquête (n=9), contre seulement 5 % des personnes disposant de documents leur permettant de résider en France (n=62), arguant alors d'une insuffisance alimentaire réelle et spécifique d'une frange des personnes en irrégularité administrative au sein de l'échantillon.

L'indice domestique de la faim :

Comme indicateur basé sur l'échelle de la faim, ACF utilise l'indice domestique de la faim (HHS¹²) qui permet de mesurer le niveau de faim ressentie des personnes interrogées, et d'identifier des situations d'insécurité alimentaire au sein de l'échantillon. Cet indicateur se fonde sur 3 questions qui documentent la disponibilité et l'accès à la nourriture des personnes sur le mois dernier.



Parmi les personnes rencontrées, un quart affirment souffrir de faim modérée voire sévère. Ces niveaux de faim ressentis sont plus faibles que ceux recueillis auprès des personnes fréquentant les distributions de la Gaîté Lytique en 2020 /2021, qui recensaient 15 % de personnes en situation de faim sévère, 36 % en situation de faim modérée et 46 % en situation de peu de faim¹³. Cette évolution positive peut s'expliquer par le contexte particulier de cette première édition, à la sortie du troisième

¹² BALLARD T., COATES J., DEITCHLER M., SWINDALE A., 2011, *Indice domestique de la faim : Définition de l'indicateur et guide de mesure*, Washington, DC: Food and Nutrition Technical Assistance III Project, FHI 360. 26 pages.

¹³ Observatoire du Samu Social de Paris, 2021, *Les bénéficiaires de la distribution alimentaire de la Gaîté Lytique*.

confinement, alors que tous les dispositifs d'aide alimentaire n'avaient pas encore rouvert et que l'offre à disposition pour les personnes les plus vulnérables était bien moindre.

Les diverses caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques des personnes rencontrées, déjà identifiées comme facteurs aggravants dans leurs capacités d'approvisionnement en nourriture et d'accès à une alimentation suffisante, se confirment par l'analyse de leur sécurité alimentaire. En effet, les personnes vivant dans la rue / dans un squat se retrouvent pour 37 % en situation de faim modérée à sévère (n=30), des chiffres qui descendent à 25 % pour les personnes en hébergement précaire (n=20), et 15 % pour celles en hébergement non précaire (n=21).

Sans surprise, les personnes ne disposant pas de documents leur permettant de résider en France se retrouvent plus largement dans des situations de faim modérée voire sévère – 51 %, (n=8) – que les autres, pour qui ces pourcentages s'élèvent à 22 % (n=60). L'impact de la situation administrative des personnes rencontrées sur leurs conditions de vie et leurs capacités à avoir accès à des services leur permettant de couvrir leurs besoins essentiels, notamment alimentaires, se lit une nouvelle fois dans ces résultats.

Les personnes habituées du dispositif souffrent plus souvent de faim sévère (15 %, n=20), que celles l'ayant rejoint lors de cette seconde édition (2 %, n=51). Ces chiffres permettent d'émettre l'hypothèse que le recours au dispositif pendant plusieurs années consécutives est lié à un véritable besoin de se restaurer, les Petits déjeuners solidaires pouvant représenter pour certaines personnes une opportunité unique dans la journée d'avoir accès à un repas équilibré.

Ces croisements prouvent ainsi une nouvelle fois l'importance de la mise en place de dispositifs tels que les Petits déjeuners solidaires, qui permettent de réduire les effets de la précarité sur la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables en leur donnant l'accès à un repas – voire deux avec la lunchbox – équilibré dans la journée.

CONCLUSION

L'objectif de cette enquête était d'accompagner La Chorba et la FADS à l'évaluation de la seconde version du dispositif des Petits déjeuners solidaires, afin d'entamer des réflexions stratégiques et opérationnelles autour de la mise en place d'une troisième édition du dispositif à l'hiver 2023.

Les résultats analysés permettent de constater une satisfaction globale des différentes parties rencontrées vis-à-vis du projet, perçu comme cohérent et pertinent au regard des besoins exprimés par les personnes rencontrées, notamment alimentaires. Au-delà d'une simple appréciation de l'offre alimentaire, reconnue comme diversifiée et équilibrée par les bénéficiaires et les bénévoles, c'est l'ensemble du dispositif qui est salué, permettant aux personnes de se rendre dans des espaces chauds, au calme et conviviaux pour s'y restaurer le matin pendant l'hiver. Les relations tissées entre les bénéficiaires et les bénévoles au fil des distributions témoignent d'un dispositif chaleureux et bienveillant, vecteur de cohésion et de lien sociaux entre tou·tes, peu importe le statut de chacun·e. L'adhésion des bénéficiaires au projet de distributions itinérantes dans différents lieux culturels parisiens peut également se lire dans leur participation aux activités proposées au-delà de l'aide alimentaire. Bien que toutes les personnes interrogées n'aient pas été touchées par ces propositions, par manque d'intérêt ou de temps, celles qui y ont participé en sont satisfaites et reconnaissent la pertinence de leur mise en place sur des lieux d'aide alimentaire. Une limite du projet apparaît néanmoins dans l'analyse du volet réorientation sociale. Si la pertinence de la dimension réorientation sociale du projet, au regard des profils rencontrés et des besoins exprimés par les bénéficiaires, n'est pas à remettre en cause, c'est sa mise en place et les moyens humains qui y ont été alloué qui pourrait être retravaillée, afin de proposer à tou·tes un accompagnement vers l'accès aux droits et aux services essentiels pérenne, notamment les publics les plus précaires et / ou marginalisés.

Une précarité globale, déclinable à différents niveaux – liée aux conditions d'hébergement, à la situation administrative, aux ressources financières disponibles ou encore à la composition familiale des répondant·e·s –, caractérise les personnes fréquentant les Petits déjeuners solidaires. Si l'aide apportée par le dispositif est reconnue comme essentielle et appréciée par la majorité des personnes rencontrées, une frange non négligeable se retrouve en situation d'insuffisance voire d'insécurité alimentaire, doublée d'une dépendance à l'aide alimentaire associative. Ces constats posent la question de la couverture effective et nécessaire des besoins alimentaires des personnes les plus précaires qui fréquentent les Petits déjeuners solidaires lorsque les dispositifs hivernaux ferment. Celle-ci alimente une réflexion incontournable sur le besoin de pérenniser des dispositifs tels, structurant dans les budgets et l'accès à l'alimentation des populations les plus vulnérables. Les réflexions des bénévoles rencontré·es, au plus proche des bénéficiaires, font écho à ces conclusions : *« Comment améliorer les distributions ? Ce qu'il faut, c'est rendre ce dispositif pérenne ! »*¹⁴.

¹⁴ Un·e bénévole du dispositif.

RECOMMANDATIONS

Pour une réflexion globale sur la stratégie de déploiement du dispositif

Diffuser ce rapport auprès des acteurs institutionnels et financiers pour engager une réflexion commune autour de la logique d'intervention de ce dispositif original et pertinent.

- **Apporter un accompagnement culturel et social sur le temps long**, via un accès à l'alimentation le matin et le midi, permettant de juguler les effets de la précarité sur la sécurité alimentaire, l'isolement et l'accès aux droits des plus vulnérables : *selon les financements, expérimenter le dispositif sur une temporalité plus longue, par exemple 18 mois dans un premier temps pour couvrir 2 périodes hivernales.*
- **Penser l'élargissement de la couverture géographique du dispositif et l'intégration dans le système d'aide alimentaire sur le territoire parisien**
- **Penser le redimensionnement des ressources humaines et des moyens logistiques** à disposition en adéquation avec la logique d'intervention.

Démarcher les lieux culturels actuels et / ou futurs pour identifier un espace pour accueillir la distribution le dimanche.

Pour une meilleure anticipation / préparation du déploiement du dispositif

Engager les acteurs associés au projet :

- **Valider en amont du dispositif la venue de travailleur·euse·s sociaux·ales en mission « hors les murs »** détaché·e·s par la Dsol de la Mairie de Paris : *organiser une visite par semaine sur la totalité du déploiement du projet.*
- **Organiser des maraudes d'orientation** 2 semaines avant l'ouverture du dispositif et en diffusant un flyer information sur le dispositif.

Organiser la logistique en concertation avec les lieux culturels impliqués :

- **Définir un plan de gestion des stocks** pour garantir un approvisionnement constant en denrées de base nécessaires à l'organisation des distributions.
- **Définir un plan de gestion des déchets** incluant le tri sélectif ainsi qu'un plan de conservation des denrées entamées à la fin de chaque distribution pour limiter le gâchis alimentaire.

Préparer le désengagement progressif du dispositif hivernal en cas de non pérennisation :

- **Organiser un référencement formel des bénéficiaires vers les dispositifs existants** : *anticiper, par exemple, une réorientation vers d'autres distributions en donnant aux bénéficiaires des cartes pour accéder à ces dispositifs, vers les distributions dans les paroisses gérées par l'Ordre de Malte notamment.*
- **Envisager la mise en place d'un soutien financier temporaire** pour pallier la fermeture du dispositif.

Pour une amélioration de l'offre proposée

Volet alimentaire

- **Diversifier et pérenniser l'approvisionnement en denrées spécifiques**, notamment en fruits et beurre.
- **Mettre à disposition des micro-ondes sur les lieux de distributions** pour permettre aux bénéficiaires de réchauffer leur lunch-box, dans une logique de diminution de l'itinérance des personnes vulnérables.

Volet culturel

- **Encourager la participation des bénéficiaires à la définition et aux activités culturelles proposées par le lieu**, via la présentation de celles-ci par l'équipe des lieux culturels, des affiches traduites en plusieurs langues, etc.
- **Poursuivre la dynamique de réflexion sur l'adaptation et la diversification des activités culturelles proposées** : *enrichir cette dynamique des idées des bénéficiaires, via par exemple la mise en place d'une boîte à idées ou de temps d'échanges pendant les distributions.*

Volet orientation sociale

- **Généraliser la collecte d'informations sur les bénéficiaires à l'ouverture du dispositif**, dans une optique d'identification de leurs profils et vulnérabilités spécifiques.
- **Mettre à disposition des bénéficiaires les guides d'information et d'orientation**, tels que le Guide de la Solidarité, le Guide Watizat et une édition papier du Soliguide.
- **Former les bénévoles aux principes de l'accueil, de l'écoute bienveillante et de l'orientation**, via les formations de La Fabrique de la Solidarité, ACF et / ou de Solinum, afin d'orienter les personnes dans le besoin vers des services existants hors dispositifs administratifs de la ville.

Pour un partage des bonnes pratiques liées à ce dispositif

Capitaliser et partager les leçons apprises :

- **Collaborer en inter-associatif**, avec par exemple :
 - o Solinum et La Cloche,
 - o Refugee Food et Un mafé pour tous,
 - o Benenova, Je veux aider etc.

- **Mettre en place un suivi régulier de la fréquentation des bénéficiaires.**

- **Organiser le déploiement des bénévoles.**

Poursuivre la mise en place de réunions avec l'ensemble des acteurs associés au projet

- **Organiser une réunion de lancement du dispositif** pour s'assurer du lancement de l'intégralité du dispositif dès son ouverture, y compris sur les services concernant l'offre culturelle et l'orientation sociale.

- **Assurer la coordination des activités tout au long du déploiement.**

Visibiliser et communiquer sur ce dispositif original et pertinent

REMERCIEMENTS

Nous remercions les nombreuses personnes ayant participé à l'enquête pour leur disponibilité, leur confiance et la richesse des échanges. Nous remercions également les structures partenaires qui ont accepté, toujours avec bienveillance, de répondre à nos questions.

Enfin, nous remercions chaleureusement l'ensemble des enquêtrices bénévoles pour leur implication et leur écoute.

Enquête financée par :

